

20 MARS 2024

INTELLIGENCE **S**EMEN

BULLETIN D'INFORMATION BIMENSUEL PAR SEMEN AFRICA CONSULTING
VOL. 1 - n°3

LA BANQUE CENTRALE DE TUNISIE, DERNIÈRE CLÉ DE LA STABILITÉ FINANCIÈRE ÉTATIQUE ?

Par Laetitia MAKITA-NGADI



Dans un contexte économique mondial tendu, le parlement tunisien a adopté le budget de l'État pour l'année 2024. Avec un budget annuel prévu à **77,868 milliards de dinars** et un déficit de **10 milliards de dinars** (environ **3,2 milliards de dollars**), la Tunisie fait face à une dette nationale qui atteindra **139,9 milliards de dinars** d'ici fin décembre 2024. La dépendance du pays au secteur touristique, fragilisé par la conjoncture internationale, aggrave la situation financière déjà précaire.

Le gouvernement tunisien, limité dans sa capacité à mobiliser des fonds sur les marchés financiers internes et externes, se heurte à des conditions de crédit défavorables imposées par ses partenaires financiers. Cela fait maintenant deux ans que les négociations avec le Fonds monétaire international pour un programme de réformes économiques et de prêts financiers sont dans l'impasse.

Face à cette urgence financière, le gouvernement envisage de recourir à la souveraineté monétaire en sollicitant le parlement pour une législation exceptionnelle. Cette loi permettrait un financement direct par la Banque centrale tunisienne (BCT) pour pallier l'incapacité du pays à honorer ses dettes et préserver sa souveraineté nationale.

Le 7 février 2024, un amendement exceptionnel a été approuvé, autorisant la BCT à prêter **7 milliards de dinars** (soit **2,25 milliards de dollars**) au gouvernement, avec un remboursement étalé sur dix ans, sans intérêt, après une période de grâce de trois ans. Cette mesure, bien que réduisant le fardeau de la dette à court terme, soulève des inquiétudes quant à l'avenir de la BCT et sa capacité à maintenir son objectif général d'indépendance et de stabilité financière.

Nigéria : Réforme éducative et professionnelle contre le chômage

Par William NGHORI

Le Nigéria fait face à un taux de chômage record de 33,50 % de la population active, exacerbé par les crises sécuritaire et sanitaire. La fermeture de la moitié des PME locales, due à la pandémie de COVID-19, et les troubles causés par Boko Haram au nord ont contribué à cette situation alarmante. De plus, le pays détient le triste record du plus grand nombre d'enfants non scolarisés, avec un taux de 20 %.

Dans une initiative audacieuse pour inverser cette tendance, le gouvernement nigérian a lancé un programme de formation professionnelle et technique destiné aux élèves du primaire et du secondaire. Ce programme, qui se déroulera chaque vendredi, vise à adapter l'enseignement aux besoins concrets de l'État et à préparer les jeunes à entrer directement sur le marché du travail après leurs études.

L'objectif est double : réduire le taux de chômage en réformant le système éducatif et assurer une insertion professionnelle alignée sur les besoins du gouvernement. Les élèves pourront ainsi explorer différents métiers et s'orienter plus aisément vers un parcours professionnel en adéquation avec les axes stratégiques de développement économique du Nigéria.

Cette réforme offre aux jeunes diplômés une plus grande autonomie. Ils auront la possibilité de travailler durant les vacances scolaires pour financer leurs études supérieures ou de se lancer dans l'entrepreneuriat, contribuant ainsi activement au développement économique du pays.



ÉNERGIE ET DÉVELOPPEMENT : l'Afrique à l'heure des choix stratégiques post-COP 21

Par **William NGHORI**

À la suite de l'accord historique de la COP 21, l'Afrique se trouve à l'aube d'une ère écologique nouvelle, avec des implications profondes pour son développement économique. La transformation des matières premières, essentielle à la croissance des nations africaines, est entravée par un accès limité à l'énergie nécessaire pour exploiter ces ressources naturelles.

L'Agenda 2063 de l'Union africaine souligne que le développement durable doit être adapté à chaque pays tout en s'inscrivant dans une vision régionale partagée. Malgré de multiples engagements politiques, la mobilisation des ressources financières nécessaires pour surmonter le défi énergétique reste insuffisante.

L'Afrique doit trouver entre **25 et 30 milliards de dollars** annuellement pour répondre à ses besoins croissants en électricité, un investissement crucial pour garantir à sa population l'accès à une énergie moderne. Dans cette optique, la France et l'Union européenne ont investi **28 millions d'euros** dans une centrale photovoltaïque de **20 Mégawatts** à Garou Banda, au Niger, améliorant significativement la vie de **18 000 abonnés** et réduisant la dépendance énergétique vis-à-vis du Nigeria.

Par ailleurs, la Russie et le Burkina-Faso ont entamé la construction d'une centrale nucléaire, un projet ambitieux reflétant l'engagement du gouvernement burkinabé à doubler sa capacité énergétique d'ici 2030. Actuellement, seulement 22,5 % de la population burkinabé bénéficie de l'électricité.

Le Ghana, avec le soutien de la Chine, a inauguré le barrage de BUI, opérationnel depuis 2013, qui alimente en électricité le nord du pays et stimule son développement économique. Le coût total du projet s'élève à **790 millions de dollars**, avec une contribution de **60 millions de dollars** du gouvernement ghanéen.

Face à ces initiatives, l'économie énergétique africaine représente un enjeu stratégique pour les multinationales. L'industrialisation et l'avancée technologique de l'Afrique dépendent de l'électricité. Les pays africains intensifient leur diplomatie économique pour anticiper les défis énergétiques, tandis que les entreprises spécialisées se positionnent stratégiquement sur le continent pour influencer le marché énergétique africain.

